2 . IX 1954

ROYAUME DE BELGIQUE KONINKRIJK BELGIE

Coordinations (2)

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Justice, le 14 juillet 1954, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 7 mai 1921 qui porte organisation de la police judiciaire des parquets, l'arrêté royal du 3 avril 1929 qui porte organisation de la Sûreté publique et l'arrêté royal du 29 mars 1951 portant fixation du cadre organique et des traitements des officiers et agents judiciaires près les parquets", a donné le 29 juillet 1954 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 14e Juli 1954 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 Mei 1921 houdende inrichting van de gerechtelijke politie der parketten, van het koninklijk besluit van 3 April 1929 houdende inrichting van de Openbare Veiligheid en van het koninklijk besluit van 29 Maart 1951 tot vaststelling van het organiek kader en van de wedden der gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten", heeft de 29e Juli 1954 het volgend advies gegeven :

Le préambule du projet appelle quelques observations.

Il est d'usage de ne citer les arrêtés modificatifs des arrêtés visés au préambule que lorsqu'ils ont porté sur des articles que le projet modifie à nouveau.

La seule disposition de l'arrêté royal du 7 mai 1921 visé à l'alinéa 2 du préambule que le projet tend à modifier est l'article 2; cet article a été modifié par l'arrêté royal du 13 avril 1937, par l'arrêté du Régent du 8 juillet 1946 et par l'arrêté royal du 9 juillet 1951.

L'alinéa 3 du préambule vise l'arrêté royal du 3 avril 1929 dont le projet tend à compléter l'article 1er et à remplacer l'article 9, dernier alinéa. L'article 1er a été remplacé par l'article 2 de l'arrêté royal du 9 juillet 1951 et l'article 9, par l'article 1er de l'arrêté du Régent du 18 juillet 1949.

D'autre part, il y a lieu de viser au préambule l'arrêté royal du 29 mars 1951 que le projet modifie.

Le Conseil d'Etat propose, dès lors, de remplacer les alinéas 2 et 3 du préambule par les trois alinéas suivants :

"Vu l'arrêté royal du 7 mai 1921 qui porte organisation de la police judiciaire des parquets, notamment l'article 2 modifié par l'arrêté royal du 13 avril 1937, par l'arrêté du Régent du 8 juillet 1946 et par l'arrêté royal du 9 juillet 1951;

.../...

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1929, qui porte organisation de la Sûreté publique, notamment l'article 1er modifié par l'arrêté royal du 9 juillet 1951, et l'article 9 modifié par l'arrêté du Régent du 18 juillet 1949;

Vu l'arrêté royal du 29 mars 1951 portant fixation du cadre organique et des traitement des officiers et agents judiciaires près les parquets, modifié par les arrêtés royaux du 31 juillet 1953 et du 7 avril 1954;".

\+

\+ \+

Les articles 1er et 2 du projet ont tous deux pour objet de modifier l'article 2 de l'arrêté royal du 7 mai 1921 ; quant à l'article 6 , il tend à insérer dans cet article une disposition dérogatoire temporaire à ce même article 2 qui constituerait un article 14 bis nouveau.

D'autre part, l'article 2 a déjà été modifié trois fois au moins; le projet y apportera deux nouvelles modifications. Il est préférable de remplacer cet article en son entier.

Quant à l'article 14 bis, qui y dérogera, le Conseil d'Etat suggère d'en faire le dernier alinéa du nouvel article 2. Il propose dès lors de rédiger l'article 1er du projet comme suit :

.../...

"Article 1er. -

L'article 2 de l'arrêté royal du 7 mai 1921, modifié par l'arrêté royal du 13 avril 1937, par l'arrêté du Régent du 8 juillet 1946 et par l'arrêté royal du 9 juillet 1951 est remplacé par la disposition suivante :

Article 2.- Pour être nommé officier ou agent judiciaire, il faut :

1° être Belge et jouir des droits civils et politiques;

2° avoir satisfait aux lois sur la milice;

3° être âgé de 21 ans au moins et de 32 ans au plus en ce qui concerne la fonction d'agent judiciaire et de 25 ans au moins et de 40 ans au plus - de 45 ans au plus s'il s'agit d'un agent judiciaire - en ce qui concerne la fonction d'officier judiciaire;

4° avoir subi avec succès l'examen de capacité, dont le Ministre de la Justice détermine le programme.

Par dérogation aux dispositions précédentes, pourront être nommés agent judiciaire, les candidats choisis, en raison de leur particulière aptitude professionnelle, dans les polices communales ou dans le corps de gendarmerie, sans qu'ils doivent justifier des conditions d'étude et d'examen.

Ces candidats devront être âgés de 30 ans au moins et de 35 ans au plus, et avoir accompli huit années au moins de service actif dans une police communale ou dans la gendarmerie.

Ils ne sont nommés que sur proposition du comité régulateur des polices judiciaires du Royaume et prennent rang, pour l'ancienneté, au jour de leur nomination. Le

.../...

nombre des agents judiciaires ainsi nommés ne pourra toutefois dépasser le dixième du nombre total des agents judiciaires et des agents-inspecteurs judiciaires principaux, en fonction dans l'arrondissement.

Il n'y a pas de limite d'âge maximum pour la nomination à la fonction d'officier judiciaire, des agents en fonction avant le 1er juillet 1953.

Les articles 3 et 4 qui modifient tous deux un même arrêté royal ne devraient former qu'un seul article.

Par l'effet des modifications qui y sont apportées, l'article 9 de l'arrêté royal du 3 avril 1929 deviendra d'une longueur démesurée. Comme il se rapporte, par surcroît, à deux ordres d'idées distincts, il conviendrait de le diviser en deux paragraphes.

Le Conseil d'Etat propose dès lors la présentation suivante :

Article 2.-

L'arrêté royal du 3 avril 1929 est modifié comme suit :

1° l'article 1er modifié par l'arrêté royal du 9 juillet 1951 est complété par la disposition suivante :

§ 3. ...

2° les alinéas 1er à 5 de l'article 9 modifié par l'arrêté du Régent du 18 juillet 1949 en forment désormais le paragraphe 1er;

.../...

3° l'alinéa 6 du même article 9 est remplacé par la disposition suivante :

§ 2. ... ".

+

+ +

L'arrêté royal du 9 juillet 1951 ayant fixé en son article 2 les titres que portent les officiers et agents judiciaires, il y aurait lieu de mettre la rédaction des textes nouveaux en concordance avec ces titres.

D'après les renseignements fournis au Conseil d'Etat, la dernière phrase du troisième alinéa de l'article 4 du projet doit être interprétée en ce sens que l'avis du comité régulateur des polices judiciaires doit être demandé préalablement à toute décision qui aura pour effet une suspension de plus trois mois. Cette phrase gagnerait en clarté si elle était rédigée ainsi que le Conseil d'Etat le propose pour la phrase finale de l'alinéa 4 du même texte. Cet alinéa 4 se présenterait comme suit :

"La suspension préventive ne comporte suspension totale ou partielle du paiement du traitement que si le Ministre de la Justice en décide ainsi. La suspension du paiement du traitement ne peut excéder trois mois sans qu'ait été pris l'avis du comité régulateur siégeant comme en matière disciplinaire.".

Le début du dernier alinéa du même texte serait plus brièvement rédigé comme suit :

"Lorsque la révocation est prononcée ... ".

+

+ +

.../...

Les observations qui précèdent soulignent une fois de plus l'urgente nécessité de procéder à une coordination de l'ensemble de la réglementation relative à l'organisation et au statut de la police judiciaire. Le Conseil d'Etat se réfère à ce sujet à l'avis qu'il a émis le 24 juin 1953 sous le n° L.3492/1.

\+

\+ +

L'article 5 du projet tend enfin à modifier l'arrêté royal du 29 mars 1951 portant fixation du cadre organique et des traitements des officiers et agents judiciaires près des parquets.

Cet arrêté ne modifie pas les dispositions organiques du statut pécuniaire mais se borne à en assurer l'application à l'égard de certains membres du personnel de la police judiciaire.

Il ne constitue qu'un acte d'administration intérieure et sa modification projetée ne requiert pas l'intervention de la section de législation du Conseil d'Etat. Celui-ci s'abstient dès lors de formuler des observations au sujet de l'article 5 du projet.

Bij de inleiding van het ontwerp zijn enkele opmerkingen te maken.

Het gebruik is alleen dan de besluiten tot wijziging van de in de inleiding vermelde besluiten aan te halen wanneer zij betrekking hebben op artikelen welke het ontwerp opnieuw wijzigt.

De enige bepaling van het koninklijk besluit van 7 Mei 1921 vermeld in het tweede lid van de inleiding, die door het ontwerp wordt gewijzigd is artikel 2; dit artikel is vroeger gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 April 1937, het besluit van de Regent van 8 Juli 1946 en het koninklijk besluit van 9 Juli 1951.

Het derde lid van de inleiding verwijst naar het koninklijk besluit van 3 April 1929, waarvan artikel 1 door het ontwerp wordt aangevuld en waarvan artikel 9, laatste lid, vervangen wordt. Artikel 1 is vroeger vervangen door artikel 2 van het koninklijk besluit van 9 Juli 1951 en artikel 9, door artikel 1 van het besluit van de Regent van 18 Juli 1949.

Anderdeels zou in de inleiding moeten verwezen worden naar het koninklijk besluit van 29 Maart 1951, in welks vervanging het ontwerp voorziet.

De Raad van State stelt derhalve voor het tweede en het derde lid van de inleiding te vervangen door de drie hiernavolgende leden :

"Gelet op het koninklijk besluit van 7 Mei 1921 houdende inrichting van de gerechtelijke politie bij de parketten, inzonderheid op artikel 2 gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 April 1937, bij het besluit van de Regent van 8 Juli 1946 en bij het koninklijk besluit van 9 Juli 1951;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 3 April 1929 houdende inrichting van de openbare veiligheid, inzonderheid op artikel 1 gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 Juli 1951 en op artikel 9 gewijzigd bij het besluit van de Regent van 18 Juli 1949;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 Maart 1951 tot vaststelling van het organiek kader en van de wedden der gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 Juli 1953 en 7 April 1954;".

\+

\+ \+

De artikelen 1 en 2 van het ontwerp strekken beide tot wijziging van artikel 2 van het koninklijk besluit van 7 Mei 1921, terwijl artikel 6 in dit besluit een tijdelijke afwijkingsbepaling van artikel 2 wil invoegen, die een nieuw artikel 14 bis zou worden.

Artikel 2 werd anderdeels reeds ten minste driemaal gewijzigd; het ontwerp brengt daarin twee nieuwe wijzigingen aan; het is beter dit artikel in zijn geheel te vervangen.

Ten aanzien van artikel 14 bis, dat er zal van afwijken, geeft de Raad van State ter overweging het als laatste lid van het nieuwe artikel 2 op te nemen.

Artikel 1 van het ontwerp zou dan luiden als volgt :

.../...

"Artikel 1.-

Artikel 2 van het koninklijk besluit van 7 Mei 1921, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 April 1937, bij het besluit van de Regent van 8 Juli 1946 en bij het koninklijk besluit van 9 Juli 1951, wordt door de volgende bepaling vervangen :

Artikel 2.- Om tot gerechtelijk officier of gerechtelijk agent te worden benoemd moet men :

1° Belg zijn en de burgerlijke en politieke rechten genieten;

2° aan de militiewetten voldaan hebben;

3° tenminste 21 en ten hoogste 32 jaar oud zijn, wat betreft het ambt van gerechtelijk agent, en tenminste 25 en ten hoogste 40 jaar oud zijn - ten hoogste 45 jaar indien het gaat om gerechtelijk agent wat betreft het ambt van gerechtelijk officier;

4° geslaagd zijn voor een bekwaamheidsexamen, waarvan de Minister van Justitie het programma vaststelt.

In afwijking van de voorgaande bepalingen, kunnen tot gerechtelijk agent worden benoemd zonder aan de vereisten inzake studiën en examens te moeten voldoen, de candidaten die, wegens hun bijzondere beroepsgeschiktheid, in de gemeentepolitie of in het rijkswachtkorps werden gekozen.

Deze candidaten moeten tenminste 30 en ten hoogste 35 jaar oud zijn en tenminste acht jaar werkelijke dienst in een gemeentepolitie of in de rijkwacht gedaan hebben.

Zij worden enkel benoemd op de voordracht van het regelingscomité der gerechtelijke politie en voor de anciënniteit nemen zij rang in op de dag van hun benoeming. Het

.../...

aantal aldus benoemde gerechtelijke agenten mag evenwel niet meer bedragen dan een tiende van het totaal aantal gerechtelijke agenten en agenten-eerstaanwezende gerechtelijke inspecteurs die in het arrondissement in dienst zijn.

Om tot het ambt van gerechtelijk officier te worden benoemd is er geen maximumleeftijd bepaald voor de agenten die vóór 1 Juli 1953 in dienst waren.

De artikelen 3 en 4 die beide een zelfde koninklijk besluit wijzigen zouden slechts één enkel artikel moeten uitmaken.

Ingevolge de wijzigingen welke er in zullen aangebracht worden, zal artikel 9 van het koninklijk besluit van 3 April 1929 overdreven lang worden. Daar het bovendien bepalingen van verschillende inhoud bevat, ware het raadzaam het in twee paragrafen te splitsen.

De Raad van State stelt een tekst voor in de volgende orde :

"Artikel 2.-

Het koninklijk besluit van 3 April 1929 wordt als volgt gewijzigd :

1° artikel 1, gewijzigd door het koninklijk besluit van 9 Juli 1951, wordt door de volgende bepaling vervangen :

§ 3. ...

2° de leden 1 tot 5 van artikel 9, gewijzigd door het besluit van de Regent van 18 Juli 1949, worden voortaan de eerste paragraaf er van;

.../...

3° het zesde lid van hetzelfde artikel 9 wordt door de volgende bepaling vervangen :

§ 2. ... ".

\+

\+ +

Aangezien het koninklijk besluit van 9 Juli 1951 in artikel 2 de titels van de gerechtelijke officieren en agenten heeft vastgesteld, gebruike men deze titels in de nieuwe teksten.

Volgens de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen dient men de laatste volzin, van artikel 4, derde lid, van het ontwerp zo uit te leggen dat het advies van het regelingscomité der gerechtelijke politie moet ingewonnen worden vóór elke beslissing die een schorsing van meer dan drie maanden ten gevolge zal hebben. Deze zin zou aan duidelijkheid winnen, indien hij gesteld werd zoals de Raad van State voor de slotzin van het vierde lid van dezelfde tekst aanbeveelt. Dit vierde lid zou dan luiden als volgt :

"De voorlopige schorsing brengt algehele of gedeeltelijke schorsing van de uitbetaling der wedde slechts mede, indien de Minister van Justitie aldus beslist. De schorsing van de uitbetaling der wedde mag drie maanden niet overschrijden, zonder het advies van het regelingscomité, zitting houdend zoals in tuchtzaken, in te winnen.".

Een bondigere lezing voor het begin van het laatste lid van dezelfde tekst ware :

"Indien de afzetting wordt uitgesproken wegens feiten die de voorlopige schorsing hebben gerechtvaardigd..."

\+

\+ +

.../...

Uit de bovenstaande opmerkingen blijkt eens te meer hoe dringend noodzakelijk het is de gehele reglementering betreffende de inrichting en het statuut van de gerechtelijke politie te coördineren. De Raad van State verwijst in dit verband naar het advies dat hij op 24 Juni 1953 onder nummer L.3492/1 heeft gegeven.

\+

\+ \+

Tenslotte strekt artikel 5 van het ontwerp er toe het koninklijk besluit van 29 Maart 1951, tot vaststelling van het organiek kader en van de wedden der gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, te wijzigen.

Dit besluit wijzigt niet de organieke bepalingen van het geldelijk statuut, maar bepaalt er zich bij de toepassing er van ten aanzien van sommige leden van het personeel van de gerechtelijke politie te verzekeren.

Het is slechts een daad van inwendig bestuur en voor de voorgenomen wijziging is de tussenkomst van de afdeling wetgeving van de Raad van State niet vereist. Daarom maakt de Raad geen opmerkingen betreffende artikel 5 van het ontwerp.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : D. DECLEIRE,		conseiller d'Etat,	président,
de Heren :		raadsheer van State,	voorzitter,
	A. MAST,	conseillers d'Etat,	
	K. MEES,	raadsheren van State,	
	A. BERNARD,	assesseurs de la section de législation,	
	J. LIMPENS,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	J. CYPRES,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. DECLEIRE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. DECLEIRE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) J. CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) D. DECLEIRE.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Justice.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Justitie.

Le 1954.

De 1954.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.